



Webinaire France Invest – PwC

# Décryptage de la CSRD et des normes de reporting ESRS

15 janvier 2024



# Les intervenants



**Anna Maslova**  
Associée PwC

[anna.maslova@pwc.com](mailto:anna.maslova@pwc.com)  
+33 6 72 86 26 48



**Emilie Bobin**  
Associée PwC

[emilie.bobin@pwc.com](mailto:emilie.bobin@pwc.com)  
+33 6 45 87 52 51



**Marc Watine**  
Directeur PwC

[marc.w.watine@pwc.com](mailto:marc.w.watine@pwc.com)  
+33 7 62 83 28 40



**Roxana Oudelet**  
Directrice PwC

[roxana.oudelet@pwc.com](mailto:roxana.oudelet@pwc.com)  
+33 6 99 32 54 07



**Axelle Vigne**  
Senior Manager PwC

[axelle.vigne@pwc.com](mailto:axelle.vigne@pwc.com)  
+33 6 72 65 25 37



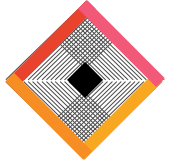
**Yassine Achraf**  
Manager PwC

[yassine.achraf@pwc.com](mailto:yassine.achraf@pwc.com)  
+33 6 98 54 96 99





# Sommaire



I

Introduction

II

Cadre général de la CSRD

III

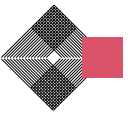
Enjeux spécifiques pour les sociétés de gestion

IV

Enjeux spécifiques pour les fonds SFDR

V

Enjeux spécifiques des participations - Focus sur les PME non cotées



# Introduction

## Une réponse réglementaire au plan d'action de la Commission européenne

Le plan d'action de la Commission européenne de mars 2018 poursuit 3 objectifs

**01**

Réorienter les flux de capitaux vers des investissements durables

**02**

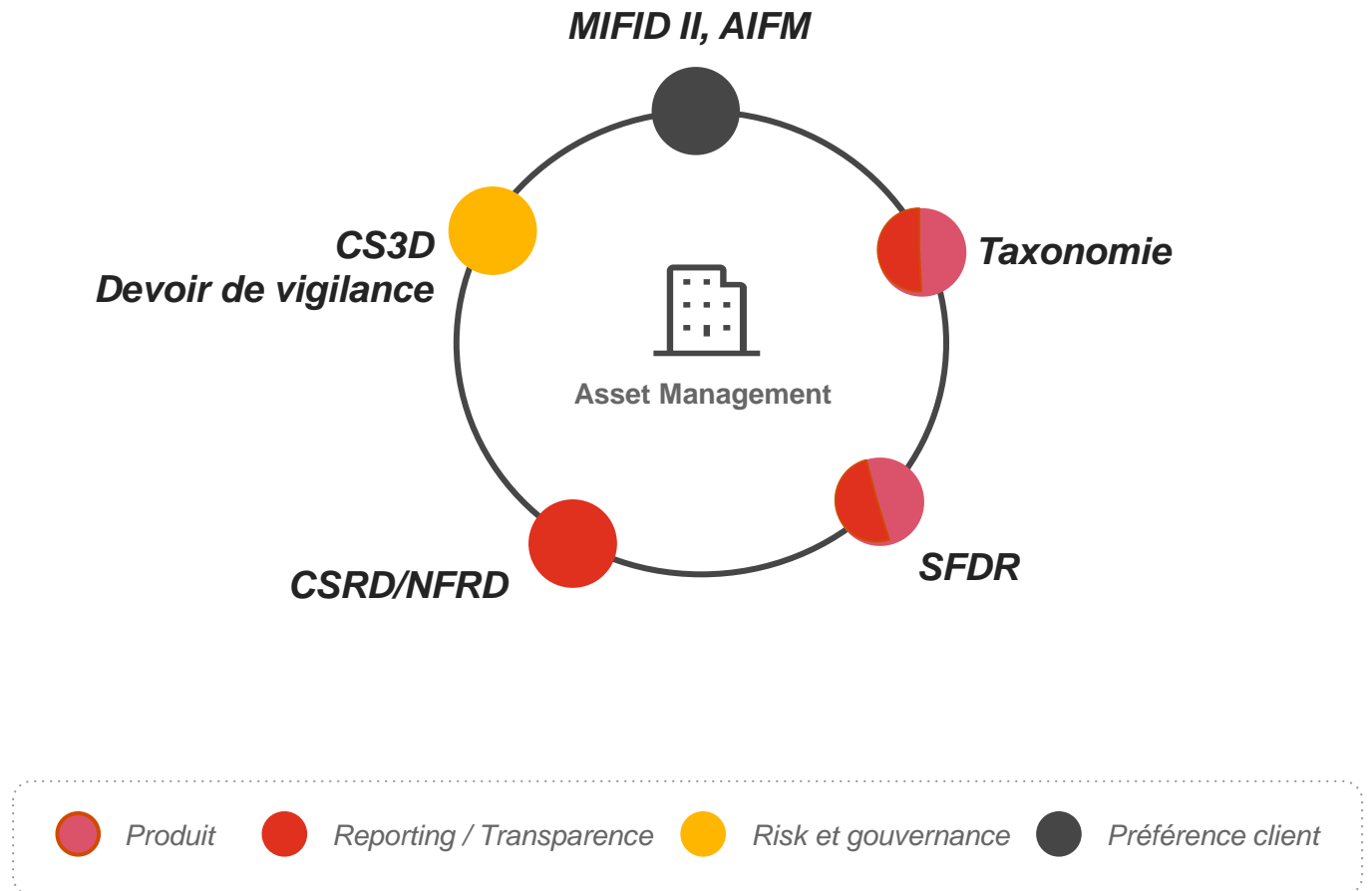
Gérer les risques financiers induits par le changement climatique

**03**

Favoriser la transparence et une vision de long terme



Les institutions financières vont être confrontées à d'importants efforts de mise en oeuvre au cours des prochaines années



# I – Cadre général de la CSRD

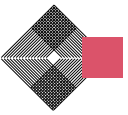
- ▶ 1 Panorama de la CSRD
- 2 Présentation des normes ESRS





Quels sont les points clés de la  
CSRD ?

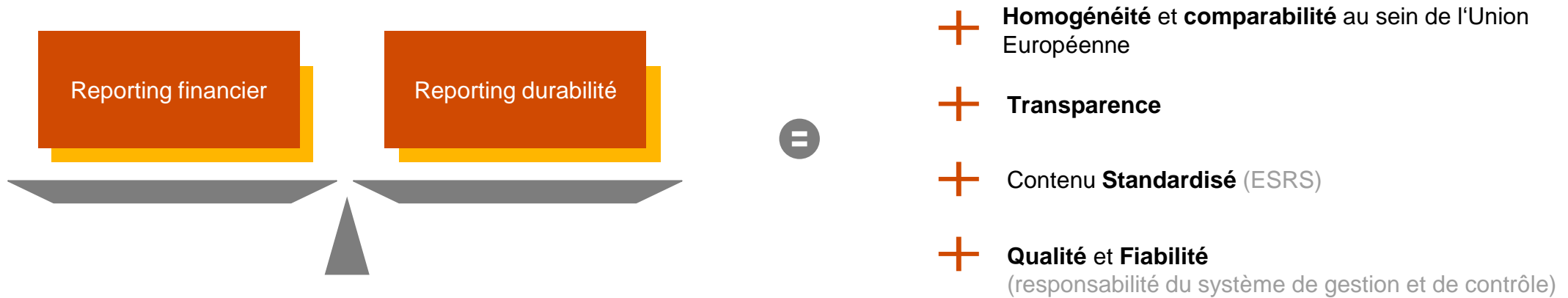




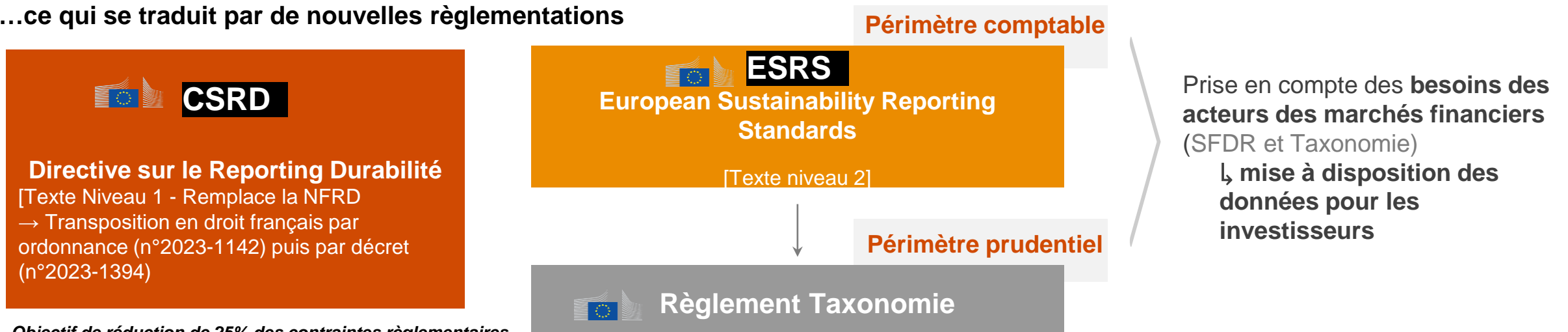
# Panorama CSRD

## Evolution du cadre réglementaire du reporting durabilité

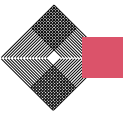
→ La volonté de hisser le **reporting de durabilité** au niveau du **reporting financier**...



...ce qui se traduit par de nouvelles réglementations



⚠ **Objectif de réduction de 25% des contraintes réglementaires en matière de reporting au sein de l'UE**



# Panorama CSRD

## Points clés

**Texte final (Décembre 2023)** Transposition en droit français publiée par Décret n° 2023-1394 le 30 décembre 2023 pris en application de l'ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre (publiée au JO du 7-12-2023)



66 pages

### Principaux changements



Qui ?	<b>Extension significative du champ d'application</b> du reporting de durabilité ( <b>y compris les SAS</b> )
Quand ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2025 sur base du reporting 2024, pour les Grandes EIP (entreprises ou groupes) <sup>(1)</sup></li> <li>• 2026 sur base 2025 pour les "new joiners" (<b>y compris celles qui étaient déjà soumises à DPEF mais pas à NFRD <sup>(2)</sup></b>)</li> <li>• et plus tard pour les PME et les groupes non EU</li> </ul>
Quoi ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Élargir le contenu</b> du reporting de durabilité</li> <li>• <b>Normes de reporting de durabilité (ESRS) définitives publiées par la Commission européenne</b></li> <li>• <b>Notion de double matérialité</b> clairement définie</li> <li>• Convergence internationale</li> </ul>
Où ?	Reporting de durabilité : composante obligatoire du <b>rapport de gestion</b> (consolidé) ( <b>dans une section dédiée</b> )
Comment ?	<b>Format électronique</b> et <b>tagging</b> obligatoire du reporting de durabilité
Responsabilité ?	Responsabilité de la direction et de la gouvernance étendue au reporting de durabilité
Audit ?	<b>Vérification obligatoire</b> des reportings de durabilité avec une <b>assurance limitée</b> Le H3C a émis un <b>avis technique</b> sur la <b>mission d'assurance limitée</b> en matière de durabilité + publication d'un projet de <b>normes internationales</b> a été publié ( <b>ISSA 5000</b> ) → passage ultérieur (2028 à confirmer) à une <b>assurance raisonnable</b>



**La CSRD concerne ce qu'il faut reporter**

→ ex. porte sur des informations à fournir et non sur des comportements à adopter

1) 2 des 3 seuils: >25M€ Bilan ; >50M€ CA ; >250 employés → ie 20m€ et 40m€ sont devenus 25 M€ et 50 M€ dans les textes européens pour tenir compte de l'inflation – TBC & >500 employés. Des exemptions s'appliquent sous certaines conditions

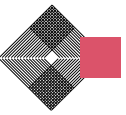
2) Par exemple: une SA non cotée avec plus de 500 salariés





Quel est le périmètre d'application de la CSRD ?





# Périmètre d'application de la CSRD

## Périmètre et seuils

### 1 Entreprise européenne (1)

Entité unique (type filiale) (2) – dont SAS en France

- "Grande entreprise" : càd 2 des 3 seuils :
  - >25M€ bilan ;
  - >50M€ CA ;
  - > 250 salariés
- PME cotée (3) sur un marché réglementé

Groupe (2)

Entreprise mère d'un "grand" groupe (même seuils) (4)

Entreprises soumises à la NFRD(5)

2025  
sur la base  
du reporting  
2024

"New joiners" (non NFRD) (6)

2026  
sur la base  
du reporting  
2025

PME cotées (3)

2027  
sur la base  
du reporting  
2026

### 2 Entreprises de pays tiers (Groupes non-UE)

Entreprise de pays tiers avec au moins une filiale européenne ou une succursale européenne remplissant certains critères

et chiffre d'affaires > € 150 m dans l'UE pendant les deux derniers exercices

Groupes non UE

2029  
sur la base  
du reporting  
2028

### 3 Émetteurs sur un marché réglementé européen

S'applique également aux émetteurs non européens, par exemple émetteurs situés en dehors de l'UE

EIP "grandes entreprises" et > 500 salariés

2025  
sur la base  
du reporting  
2024

"grandes entreprises"

2026  
sur la base  
du reporting  
2025

PME cotées (3)

2027  
sur la base  
du reporting  
2026

(1) Des règles spéciales s'appliquent aux établissements de crédit et aux entreprises d'assurance

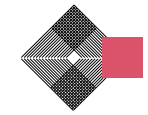
(2) Des exemptions s'appliquent sous certaines conditions. Nb: 20 M€ et 40 M€ sont devenus 25 M€ et 50 M€ pour tenir compte de l'inflation – [lien vers la directive](#). Les seuils de 20 M€ et 40 M€ ont été retenus dans le Décret de transposition n°2023-1394

(3) Les PME cotées peuvent repousser de deux ans l'application de la directive CSRD

(4) Des seuils spécifiques ont été introduits en France (avant élimination des opérations intra-groupes) : 24 M€ et 48 M€

(5) Certaines "grandes entreprises" \* d'intérêt public (cotées, banques, assurances) avec > 25 M€ de bilan ou > 50 M€ de CA et > 500 salariés (principalement entreprises NFRD)

(6) Ex : une SA non cotée avec plus de 500 salariés (ie qui était soumise à DPEF du fait de la surtransposition française, c'est-à-dire non soumise à la NFRD)



# Périmètre d'application de la CSRD

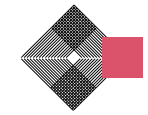
## Secteur de Gestion d'Actifs

Entités éligibles > seuils de la réglementation	DPEF	Article 29	SFDR	Taxonomie	CSRD
Société de Gestion de Portefeuille	✓*	✓	✓	✓	✓
OPCVM	✗	✓	✓	✓	✗***
FIA	✗	✓	✓	✓	✗***
Participations détenues par les FIA	✓**	✗	✗	**	✓**

\* Exemption pour les filiales contrôlées au sens du L. 233-16 du Code de Commerce incluses dans les comptes consolidés

\*\* Voir les critères retenus pour les sociétés commerciales

\*\*\* Les fonds (OPCVM et FIA) ont été exemptés de la CSRD, Comofi article L. 214-1 qui a été modifié l'introduction d'un III « III. - Les articles L. 22-10-36, L. 232-6-3, L. 233-28-4 et L. 233-28-5 du code de commerce ne s'appliquent pas aux placements collectifs mentionnés aux 1° et 2° du I. »



# Périmètre d'application de la CSRD

## Mécanisme d'exemption au sein des groupes pour la CSRD

### Exemption pour les entités intégrées dans le rapport de durabilité des maisons mères de groupe, sous conditions

1

Le **rapport de durabilité groupe de la maison mère est établi** selon les dispositions des règles de la directive CSRD intégrant le reporting selon les normes ESRS

2

Le rapport de durabilité groupe de la maison mère intègre les **informations en matière de durabilité de toutes les filiales contrôlées dans le périmètre de consolidation / entités contrôlées ou combinées** dans le périmètre de combinaison de la tête de groupe établissant le rapport de durabilité groupe

3

Le rapport de gestion de l'entité exemptée contient l'**ensemble des informations suivantes**:

- le nom et le siège de l'entreprise mère qui publie les informations au niveau du groupe
- l'information selon laquelle l'entité est exemptée
- le lien internet vers le rapport de durabilité groupe de l'entreprise mère
- le lien internet vers l'avis d'assurance sur l'information consolidée en matière de durabilité

4

L'exemption **ne peut être appliquée** pour les **grandes entreprises dont les titres (capital ou dette) sont admis aux négociations sur un marché réglementé**



# I – Cadre général de la CSRD

1 Panorama de la CSRD

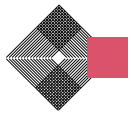
▶ 2 Présentation des normes ESRS





Quelle est la structure et le contenu  
des normes ESRS ?





# Normes ESRS

## Focus sur le contenu

L'ANC a publié un guide d'application des normes ESRS en décembre 2023. Cette version couvre les quatre ESRS suivantes :

- ESRS 1 – « Principes généraux »,
- ESRS 2 – « Informations générales à fournir »,
- ESRS E1 – « Changement climatique »,
- ESRS S1 – « Personnel de l'entreprise ».

**Guide d'application ANC "Déployer les ESRS"**



### Le paquet législatif de la CE comprend les éléments suivants:

**1**

**Acte délégué**

par lequel l'ESRS devient loi dans l'UE

**2**

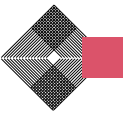
### Annexe I - 12 ESRS

Normes transverses		Environnement		Social		Gouvernance	
ESRS 1	Principales exigences	ESRS E1	Changement climatique	ESRS S1	Personnel de l'entreprise	ESRS G1	Conduite des affaires
ESRS 2	Informations générales	ESRS E2	Pollution	ESRS S2	Travailleurs dans les chaînes de valeur		
		ESRS E3	Ressources en eau et ressources maritimes	ESRS S3	Communautés affectées		
		ESRS E4	Biodiversité and écosystèmes	ESRS S4	Consommateurs et utilisateurs finaux		
		ESRS E5	Ressources et économie circulaire				

**3**

### Annexe II - Acronymes et glossaire des termes

pour le reporting de durabilité conformément à l'ESRS



# Normes ESRS

## Exemples d'indicateurs quantitatifs

### ESRS E1 – Changement climatique

#### Consommation d'énergie et mix énergétique

- Consommation totale d'énergie produite à partir de sources fossiles
- Consommation totale d'énergie produite à partir de sources nucléaires
- Consommation totale d'énergie produite à partir de sources renouvelables
- ...

#### Émissions brutes de GES de scope 1, 2, 3 et émissions totales de GES

- Emissions brutes de GES de scope 1
- Emissions brutes de GES de scope 2
- Emissions brutes de GES de scope 3
- ...

...

### ESRS S1 – Effectifs de l'entreprise

#### Caractéristiques des salariés et non-salariés

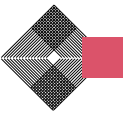
- Nombre total de salariés par sexe, pays/région et type d'emploi (ex. permanent, temporaire,...)
- Nombre total de salariés qui ont quitté l'entreprise au cours de la période de référence et taux de rotation des salariés
- Nombre total de travailleurs non-salariés

#### Conditions de travail

- Pourcentage de travailleurs payés en dessous d'un salaire décent (par pays et par type d'employé)
- Nombre d'accidents, de cas de maladie et de blessures liés au travail (ventilé entre salariés et non-salariés)
- Pourcentage de salariés ayant droit à des congés pour raisons familiales (par sexe)
- ...

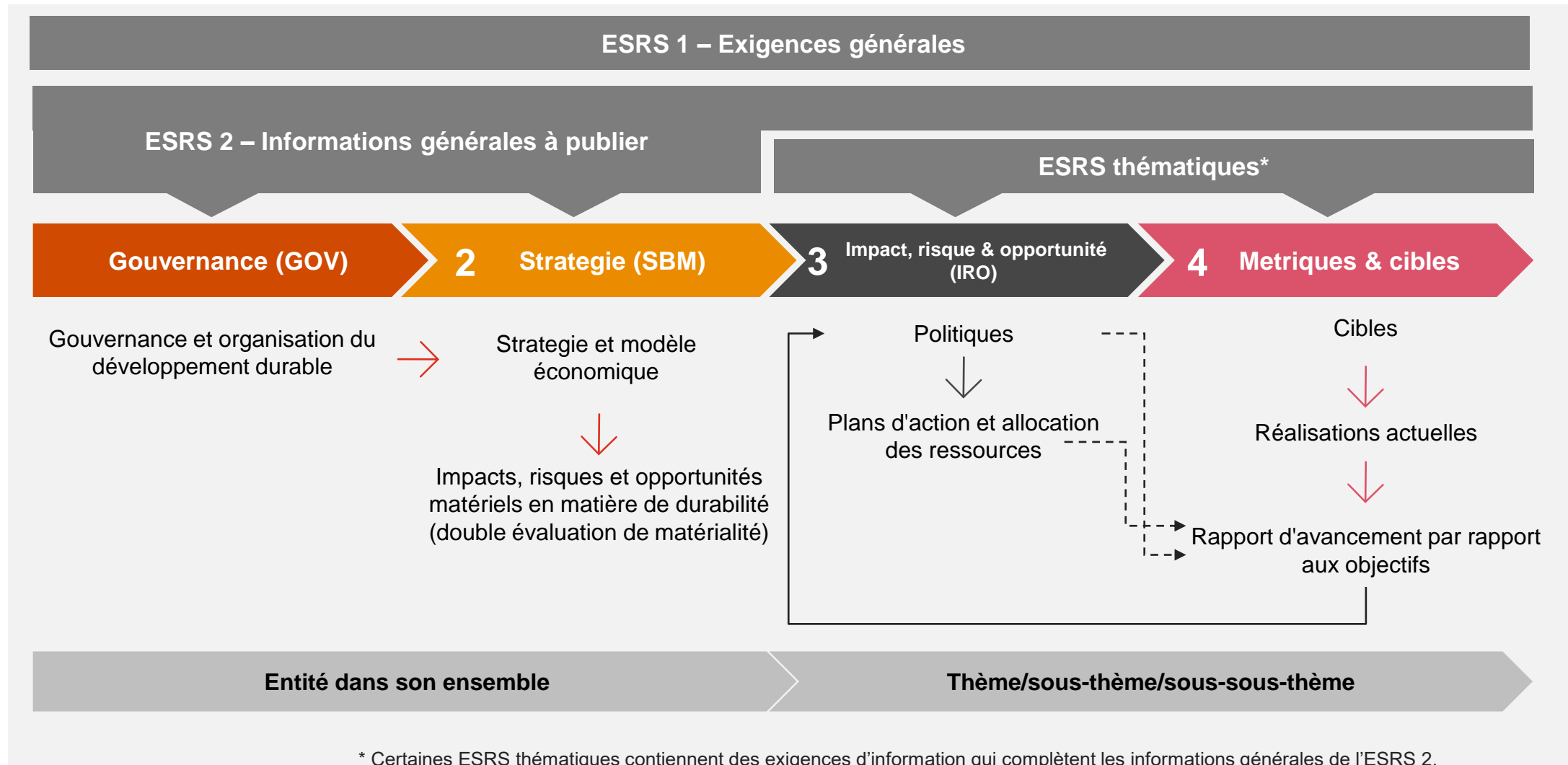
...

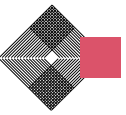




# Normes ESRS

## Focus sur la structure





# Normes ESRS

## Qu'est ce qu'un enjeu matériel ?

### Matérialité d'impact

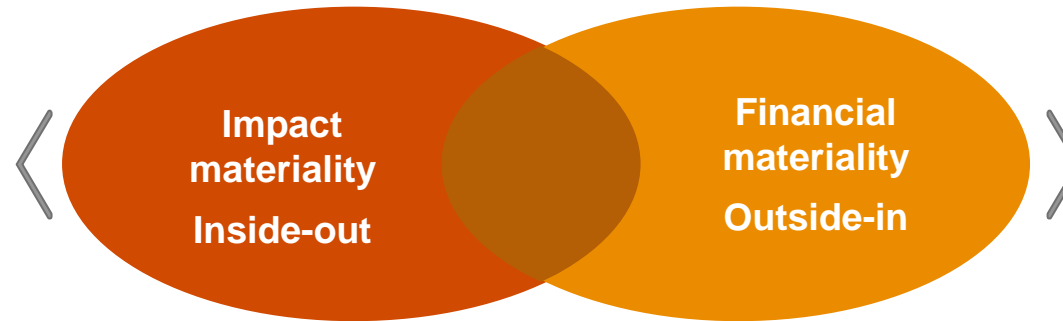
#### Réelle ou potentielle

Un sujet de durabilité est matériel du point de vue de l'impact lorsque:

- Elle concerne les impacts matériels, réels ou potentiels, positifs ou négatifs de l'entreprise sur les personnes ou l'environnement (E, S ou G) à court, moyen ou long terme.
- Il inclut les impacts liés aux propres opérations de l'entreprise et à sa chaîne de valeur en amont et en aval, y compris à travers ses produits et services, ainsi qu'à travers ses relations commerciales

Exemple: GHG emission

### Perspectives de matérialité



**Un sujet de durabilité est "matériel"**  
lorsqu'il répond à la définition de **matérialité d'impact, d'impact financier ou des deux à la fois**

### Matérialité financière

→ *risques et opportunités*

#### Effets prospectifs

Une question de durabilité est importante d'un point de vue financier:

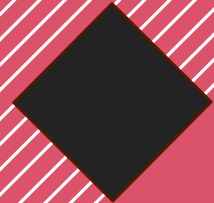
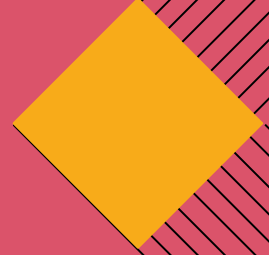
- Si elle génère des risques ou des opportunités qui affectent (ou pourraient raisonnablement affecter) la performance financière, les flux de trésorerie de l'entité
- l'accès au financement ou le coût du capital de l'entreprise à court, moyen, long terme

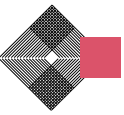
Exemple : Évaluation de l'influence des émissions de GES sur les flux de trésorerie futurs de l'entreprise, comme l'effet des mécanismes de tarification du carbone

**Prise en compte de l'impact sur toutes les parties prenantes concernées et utilisateurs du reporting développement durable → particulier + investisseurs + partenaires commerciaux...**



Comment se présente l'analyse de double matérialité ?





# Normes ESRS

## Processus d'analyse de matérialité en 3 étapes

1. Compréhension du contexte	2. Identification	3. Evaluation
<p>Compréhension du <b>contexte</b> par rapport à ses impacts, y compris ses <b>activités, ses relations d'affaires et ses parties prenantes</b></p>	<p>Identification des <b>impacts réels et potentiels</b> (négatifs et positifs), en collaborant avec <b>parties prenantes et experts</b>. L'entreprise peut s'appuyer sur des <b>recherches scientifiques et analytiques</b></p>	<p><b>Impact</b> (ESRS 1.AR14, AR.15)</p> <p>Évaluation la <b>matérialité</b> de ses <b>impacts réels et potentiels</b> et détermination des <b>sujets matériels</b>. A cette étape, l'entreprise doit adopter des <b>seuils</b> pour déterminer quels impacts seront couverts dans ses déclarations de durabilité.</p> <p><b>Impact négatif</b> : gravité (échelle, portée, caractère irrémédiable) + probabilité (si potentiel)</p> <p><b>Impact positif</b> : gravité (échelle, portée) + probabilité (si potentiel)</p>
	<p>Identification des <b>risques et des opportunités</b> qui affectent ou pourraient <b>affecter la situation financière</b>, la performance financière, les flux de trésorerie, accès au financement ou le coût du capital de l'entreprise.</p>	<p><b>Risques et opportunités</b> (ESRS 1.45, .46, .AR9)</p> <p>La détermination du <b>caractère significatif</b> doit être basée sur une combinaison de (i) la <b>probabilité de survenance</b> et (ii) l'<b>ampleur potentielle des effets financiers</b> déterminée sur la base de <b>seuils</b> appropriés.</p>
<p><b>Parties prenantes</b> (ESRS 1.AR8)</p>		
<p>L'évaluation de la matérialité s'appuie sur le <b>dialogue</b> avec les <b>parties prenantes concernées</b>. L'entreprise peut <b>collaborer</b> avec les parties prenantes concernées ou leurs représentants, ainsi qu'avec <b>les utilisateurs</b> de rapports sur le développement durable et d'autres <b>experts</b>, pour fournir des contributions ou des commentaires sur ses conclusions concernant ses impacts, risques et opportunités importants.</p>		



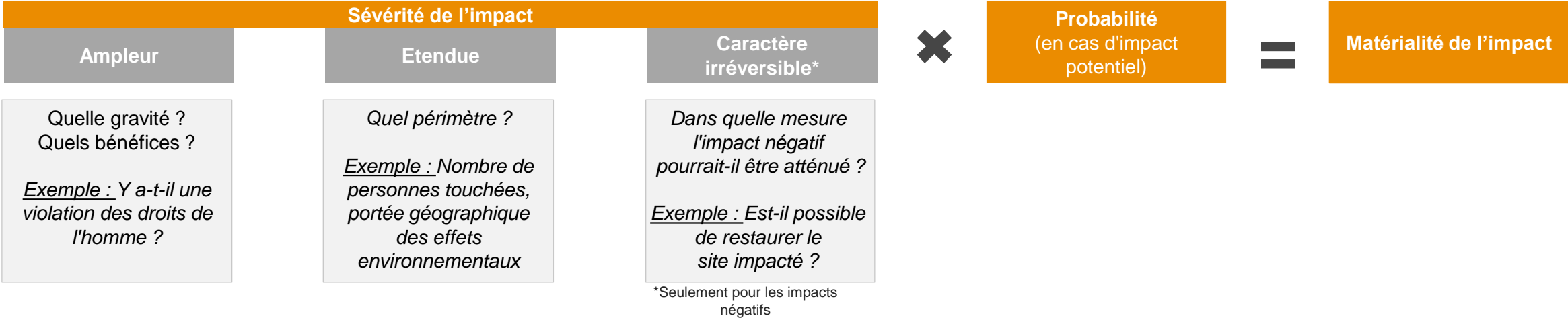




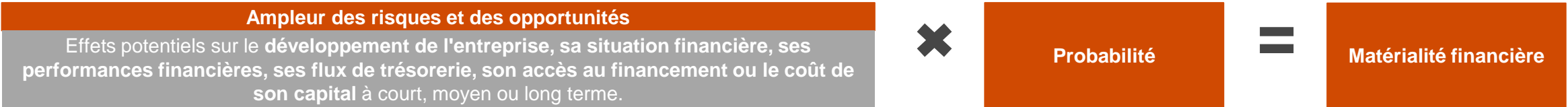
# Exemple d'analyse de double matérialité

## Aperçu de la méthodologie

### Matérialité de l'impact

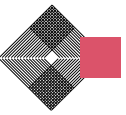


### Matérialité financière



Horizon de temps (tel que défini dans les ESRS)	Horizon			
	Court	Moyen	Long	
	Nombre d'années	1 an (période de référence)	Entre 1 et 5 ans	> à 5 ans

Source: ESRS, Draft EFRAG IG 2 - [Materiality Assessment Implementation Guidance](#)



# Exemple simplifié d'analyse de double matérialité

## Matérialité financière des risques et opportunités liés à la consommation d'eau

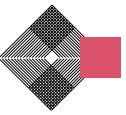
Une entreprise agroalimentaire produisant des sodas utilise une grande quantité d'eau pour ses procédés : 200 000 m3 d'eau douce sont consommés chaque mois pour l'approvisionnement de ses sites de production.

### Matérialité financière

Enjeu ESG	Risque / Opportunité	Description	Conséquence financière à court terme	Conséquence financière à moyen terme	Conséquence financière à long terme	Probabilité des conséquences à long terme
Consommation d'eau	Risque	Restriction d'eau ou perturbation de la capacité de production en raison de la pénurie chronique d'eau et des effets de la sécheresse	Élevée	Élevée	Élevée	Très probable
	Risque	Risque de réputation lié aux conflits d'usage de la ressource en eau entre l'entreprise et les communautés voisines	Modérée	Modérée	Élevée	Probable
	Risque	Risques juridiques (amendes et sanctions) liés au non-respect des quotas de consommation d'eau	Faible	Faible	Modérée	Probable
	Opportunité	Compétitivité accrue grâce à la baisse des coûts opérationnels et à la mise en œuvre de mesures de réduction de la consommation d'eau (efficacité)	Modérée	Modérée	Modérée	Très probable

Matérialité faible    Matérialité élevée

Exemple simplifié visant à montrer de façon schématique et non exhaustive la manière dont une entreprise évalue des risques et opportunités sur la base des critères mentionnés dans les ESRS. Cet exemple est partagé à titre strictement indicatif et ne constitue pas une proposition d'approche. Cet exemple n'inclut pas d'évaluation de la pertinence de l'analyse.



# Exemple simplifié d'analyse de double matérialité

## Matérialité des impacts liés à la consommation d'eau

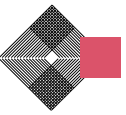
Une entreprise agroalimentaire produisant des sodas utilise une grande quantité d'eau pour ses procédés : **200 000 m3 d'eau douce sont consommés chaque mois pour l'approvisionnement de ses sites de production.**

### Matérialité de l'impact

Enjeu ESG	Impact environnemental ou social	Classification des impacts		Ampleur	Etendue	Caractère irréversible	Probabilité
Consommation d'eau	Pénurie d'eau dans les communautés voisines	Négatif	Actuel	Modérée	Limitée (locale)	Difficile d'atténuer l'impact	N/A
	Revenus des fournisseurs locaux d'eau et ressources pour la gestion de l'eau	Positif	Actuel	Modérée	Moyenne (régionale)	N/A	N/A
	Assèchement des canaux en aval	Négatif	Potentiel (à long terme)	Significative	Moyenne (régionale)	Très difficile d'atténuer l'impact	Probable
	Perte d'habitat pour les espèces endémiques	Négatif	Potentiel (à long terme)	Significative	Limitée (locale)	Irréversible	Probable

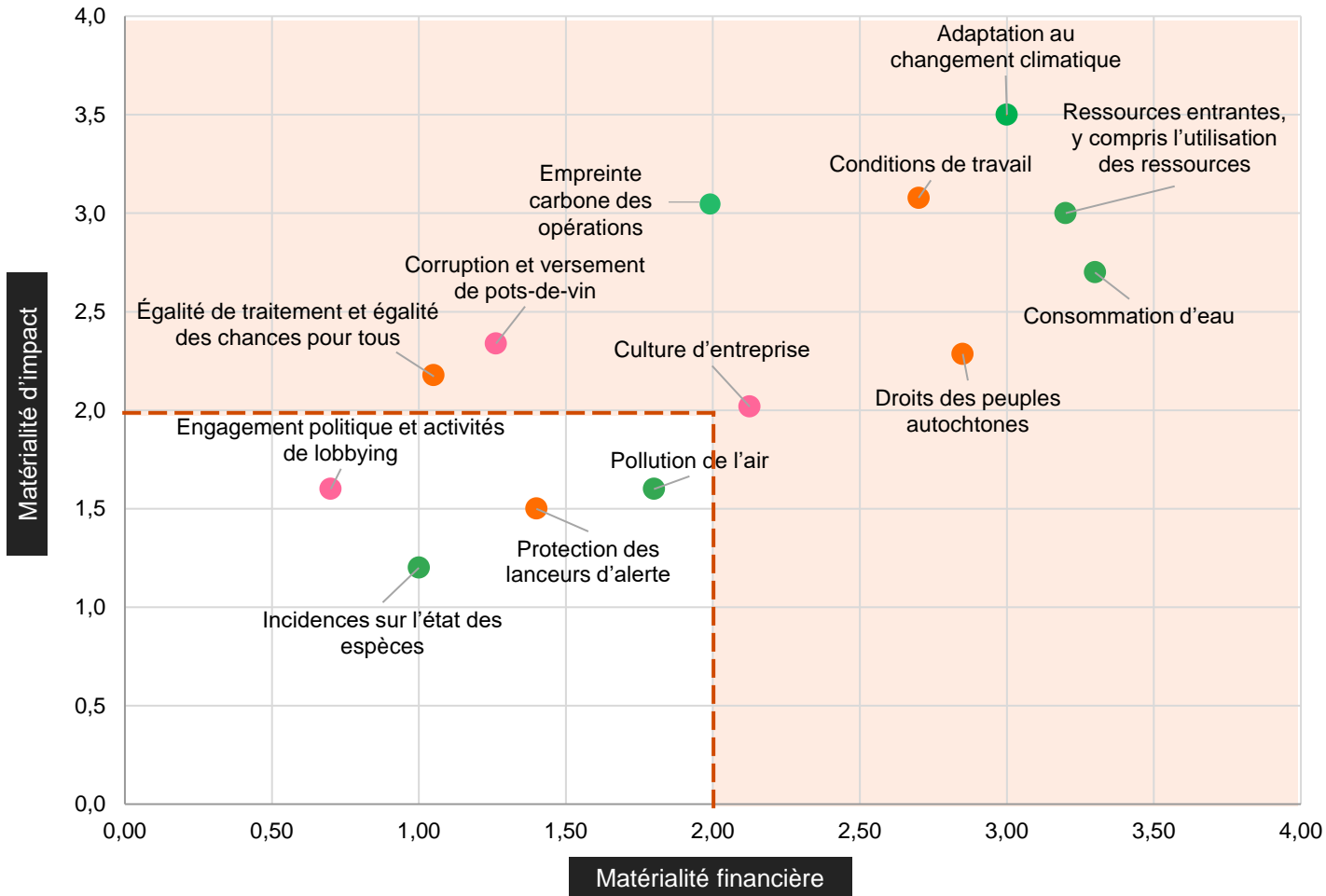
Matérialité faible     Matérialité élevée

*Exemple simplifié visant à montrer de façon schématique et non exhaustive la manière dont une entreprise évalue des impacts sur la base des critères mentionnés dans les ESRS. Cet exemple est partagé à titre strictement indicatif et ne constitue pas une proposition d'approche. Cet exemple n'inclut pas d'évaluation de la pertinence de l'analyse.*



# Exemple simplifié d'analyse de double matérialité

## Aperçu d'un exemple de matrice de matérialité

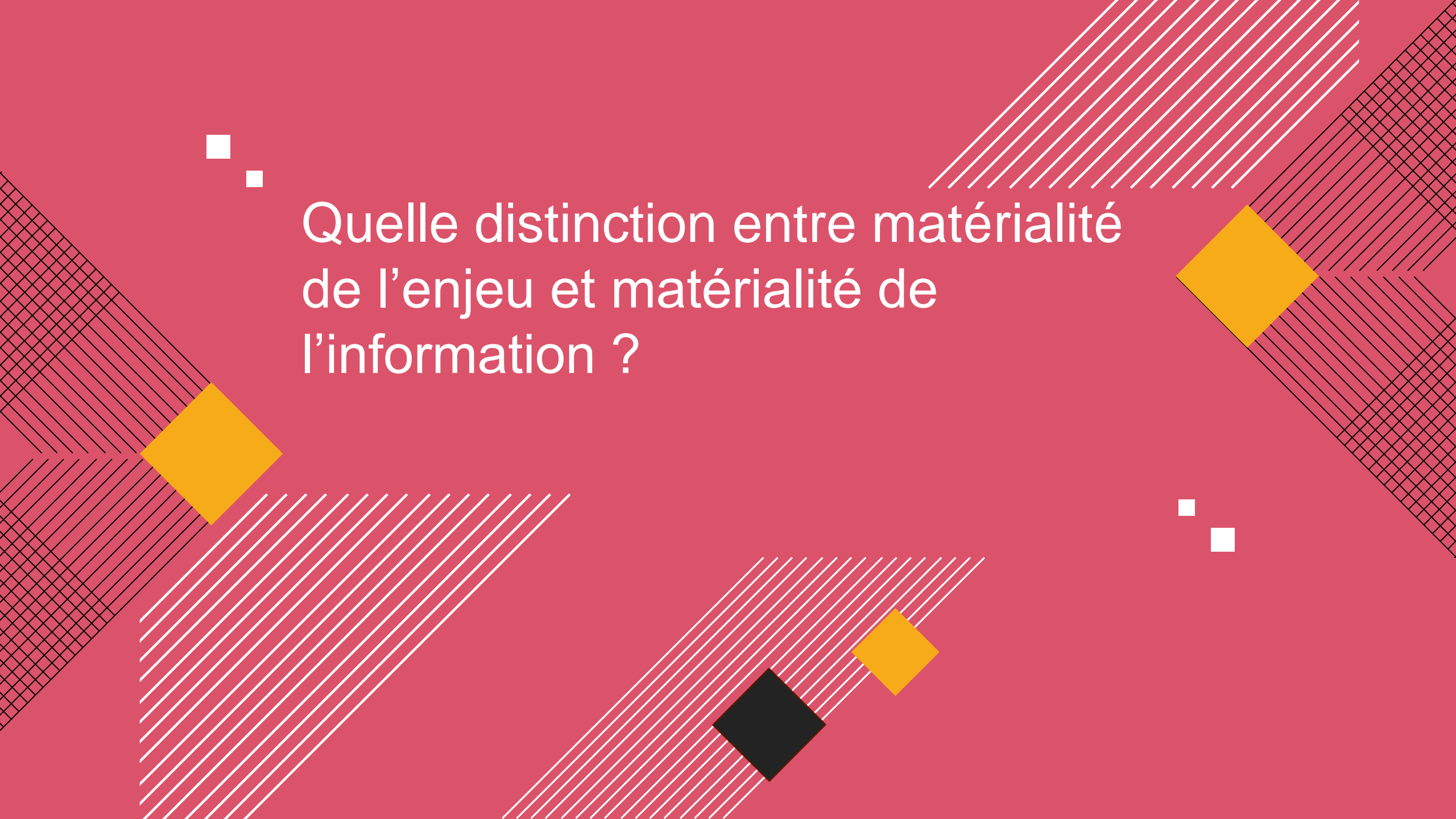


Thèmes ayant une matérialité financière et/ou d'impact (méthodologie de scoring individuelle à l'entreprise)

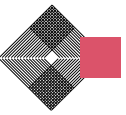
Enjeux environnementaux identifiés	Materialité	ESRS concernés
Adaptation au changement climatique	✓	ESRS E1
Empreinte carbone des opérations	✓	ESRS E1
Pollution de l'air	✗	ESRS E2
Consommation d'eau	✓	ESRS E3
Incidences sur l'état des espèces	✗	ESRS E4
Ressources entrantes, y compris l'utilisation des ressources	✓	ESRS E5

Exemple simplifié visant à montrer de façon schématique et non exhaustive la manière dont une entreprise présente les résultats d'une analyse de double matérialité dans une matrice. Cet exemple est partagé à titre strictement indicatif et ne constitue pas une proposition d'approche. Cet exemple n'inclut pas d'évaluation de la pertinence de l'analyse.



The background is a solid pink color. It features several abstract geometric elements: a large yellow diamond on the left, a smaller yellow diamond on the right, and a black diamond at the bottom center. There are also several white squares of varying sizes scattered across the page. The background is decorated with various patterns of white lines, including parallel lines and a grid pattern, all oriented diagonally.

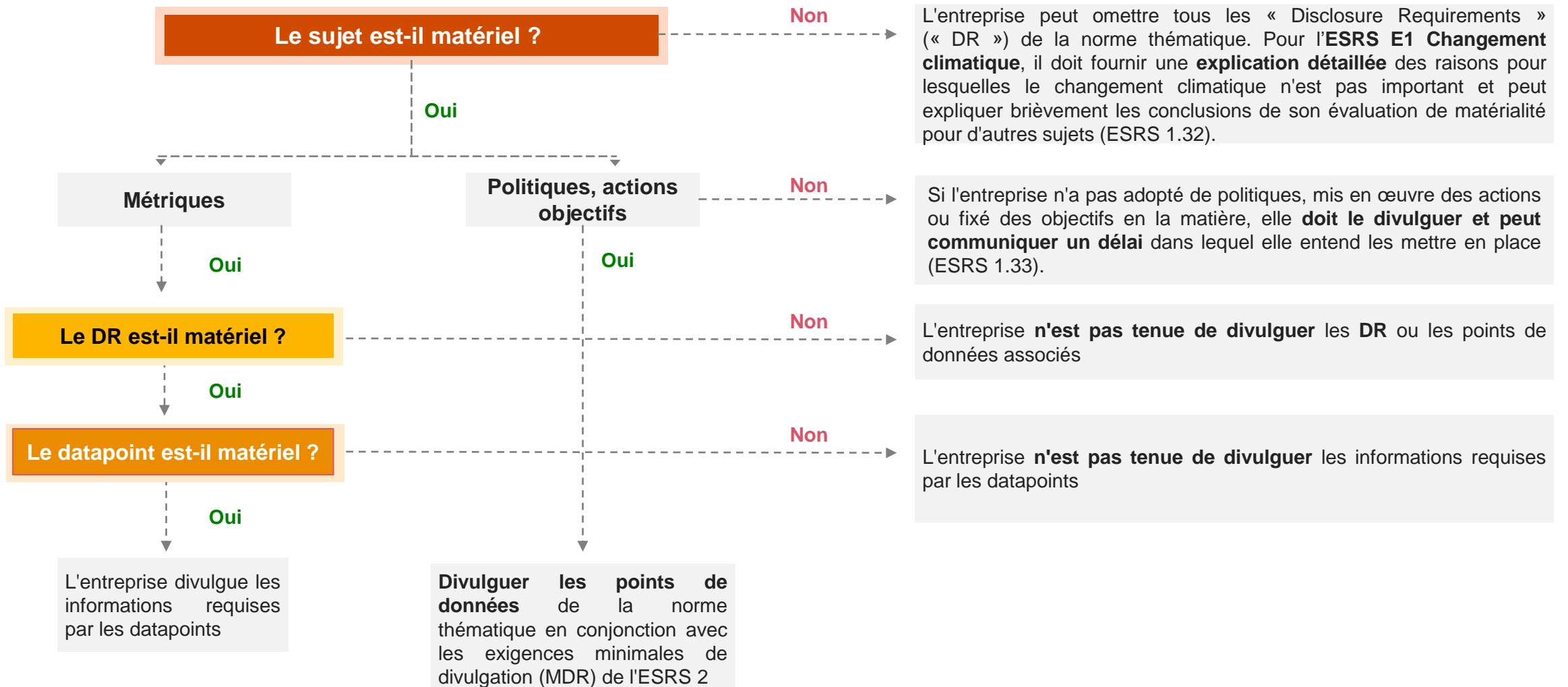
Quelle distinction entre matérialité de l'enjeu et matérialité de l'information ?

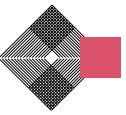


# Matérialité de l'enjeu et matérialité de l'information

## Identifier les informations à communiquer au titre des ESRS

Basé sur le schéma dans les ESRS 1 Appendice E  
« Diagramme permettant de déterminer les informations à inclure au titre des ESRS »: [Lien](#)





# Matérialité de l'enjeu et matérialité de l'information

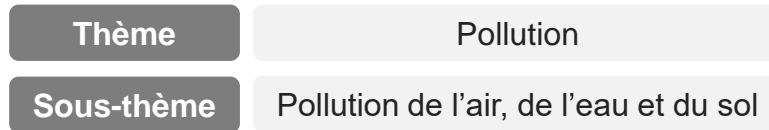
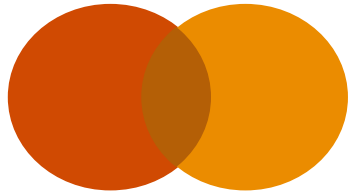
## Exemple sur les points de données

En complément de l'analyse de matérialité des enjeux, l'entreprise doit déterminer la matérialité de l'information, au niveau des Disclosure Requirements et des points de données.

### Exemple simplifié

#### 1 Détermination de l'enjeu matériel

Analyse de matérialité



L'entreprise identifie le thème **Pollution** et sous-thème de **Pollution de l'air, de l'eau et du sol** comme matériel car l'enjeu est associé à un IRO matériel.



L'entreprise se réfère aux **Disclosure Requirements respectifs** pour identifier les informations à divulguer (paragraphes 30 et 31 de l'ESRS 1).



Le **DR E2-4** Pollution de l'air, de l'eau et des sols, comporte **plusieurs points de données**.



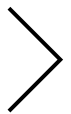
L'entreprise peut publier les quantités des polluants émis sans pour autant **publier les quantités de microplastiques générés ou utilisés (DR E2-4 28.b)** si cet indicateur n'est pas jugé matériel.

#### 2 Identification des points de données matériels

Liste non exhaustive des points de données associés au DR:

ESRS	DR	Paragraphe	Nom	Format
E2-4	28 a	AR 21 - 22	Emissions to air by pollutant	Table/mass
E2-4	28 a	AR 21 - 22	Emissions to water by pollutant [+ by sectors/Geo/Type of source/Site location]	Table/mass
E2-4	28 b	AR 20	Microplastics generated	mass
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...

DR E2-4  
Pollution de  
l'air, de l'eau et  
du sol



## II - Enjeux spécifiques pour les sociétés de gestion

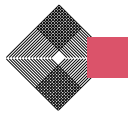
- 1 Comment s'articule la CSRD avec la réglementation actuelle – LEC 29 ?
- 2 Mise en œuvre des normes ESRS: Enjeux de la chaîne de valeur pour une société de capital investissement





Comment s'articule la CSRD avec  
la réglementation actuelle  
– Article 29 LEC ?





# Rappel Loi Energie Climat

## Rapport Annuel Article 29 LEC

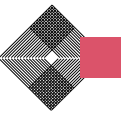
### Nature des informations à publier en fonction de la taille de l'entité et des produits :

- La publication des informations mentionnées à la **section 1** est obligatoire pour l'**ensemble des entités assujetties**
- La publication des informations mentionnées aux **sections 2 à 9** est obligatoire pour les **entités assujetties > 500 M€** (encours ou total du bilan)
- La publication d'un **rapport dédié** contenant les informations des **sections 6 à 9** est obligatoire pour les **produits > 500 M€** (encours ou total bilan)



Principe du « *comply or explain* » renforcé





# Liens entre Loi Energie climat et les normes ESRS

## Informations émanant de la LEC 29 et requises par les ESRS



Cross-cutting  
Standards



Environment



Social



Governance

### Section 8 & 8 Bis – Intégration des risques ESG dans la gestion des risques :

- Démarche de prise en compte des risques ESG et intégration au cadre de gestion des risques existants
- Détails méthodologiques associés : risques pris en compte, fréquence de revue, plan d'action, impact financier, évolution des choix méthodologiques, etc.

ESRS 2

General disclosures

### Section 1 – Démarche générale de l'entité pour la prise en compte de critères ESG :

- Présentation résumée de la démarche générale de l'entité

### Section 2 – Moyens internes pour contribuer à la transition :

- Ressources financières, **humaines** et techniques dédiées à la prise en compte des critères ESG dans la stratégie d'investissement en les rapportant aux encours totaux gérés ou détenus par l'entité.
- **Actions menées** pour renforcer ses capacités internes

### Section 3 – Gouvernance au sein de l'entité :

- Connaissances, compétences et expérience des instances de gouvernance
- Inclusion des risques de durabilité dans les politiques de rémunération
- Intégration des critères ESG dans le règlement interne du conseil d'administration ou de surveillance

### Section 4 – Stratégie d'engagement et politique de vote :

- Présentation de la **politique de vote**
- **Bilan** de la stratégie mise en œuvre et de la politique de vote
- **Décisions prises** en matière de stratégie d'investissement (ex : désengagement sectoriel)

### Section 9 – Démarche d'amélioration continue :

- Plan d'amélioration continue visant à identifier les opportunités d'amélioration de la stratégie d'investissement existante
- Objectifs associés au plan d'amélioration et calendrier de mise en œuvre

LEC 29

ESRS E1

Climate change

### Section 5 – Alignement Taxonomie:

LEC 29

- Part des encours dans des **activités conformes à la taxonomie de l'UE**
- Part des encours dans les entreprises actives dans le secteur des **combustibles fossiles**

### Section 6 – Stratégie d'alignement sur l'accord de Paris :

- Objectifs de réduction des émissions de GES à horizon 2030 et stratégie associée
- Détails méthodologiques associés


ESRS E4

Biodiversity and ecosystems

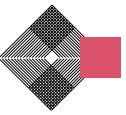
### Section 7 – Alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité :

LEC 29

- Part des encours investis dans des activités durables
- Part des encours gérés investis dans les combustibles fossiles



Quels sont les enjeux de la chaîne de valeur pour une société de capital-investissement ?



# Quel est le périmètre du reporting

## Un périmètre de reporting calqué sur le périmètre de consolidation et étendu à la chaîne de valeur

### PERIMETRE CONSOLIDE

#### Principe de base

Périmètre de **déclaration de durabilité** = Périmètre de **consolidation des états financiers**

i.e. société mère + ses filiales pour l'état de durabilité au niveau du grand groupe



### CHAINE DE VALEUR

#### Analyse de matérialité

##### Impacts, risques et opportunités

Couvre les impacts, risques ou opportunités **(IRO) matériels** qui surviennent ou peuvent survenir dans le contexte de **relations commerciales dans la chaîne de valeur en amont et en aval.**

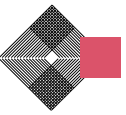
#### Exigences spécifiques des normes ESRS

- **Politiques, actions et cibles (PAT)** relatifs aux **IRO matériels**: Uniquement dans la mesure où ces politiques / actions / cibles impliquent des acteurs de la chaîne de valeur
- **Indicateurs** relatifs aux **IRO matériels**: Dans la **plupart des cas exigés** sur les « **opérations propres\*** », sauf **exceptions**:
  - Certains indicateurs spécifiques ciblés par les ESRS
  - **Contrôle opérationnel** (ESRS E1, E2, E4)
  - **Informations spécifiques à l'entité**



ESRS thématiques : La plupart des métriques sont exigées sur les « **opérations propres** »

Selon l'ANC, « Les ESRS ne fournissent pas de définition des opérations propres, mais elles correspondent au périmètre de consolidation financier (consolidé à 100 %). Les investissements minoritaires ne sont donc pas inclus dans le périmètre de calcul de ces indicateurs »



# Focus sur le concept de chaîne de valeur

## Des précisions toujours en cours d'élaboration ...

### Quoi

“ L'ensemble des **activités, ressources** et **relations liées au modèle économique** de l'entreprise et à **l'environnement externe** dans lequel elle opère ”

*Annexe II ESRS*

### Pourquoi

**Permet de comprendre les impacts matériels** ainsi que les **risques et opportunités matériels** d'une entreprise se produisant en dehors de son « compte propre »

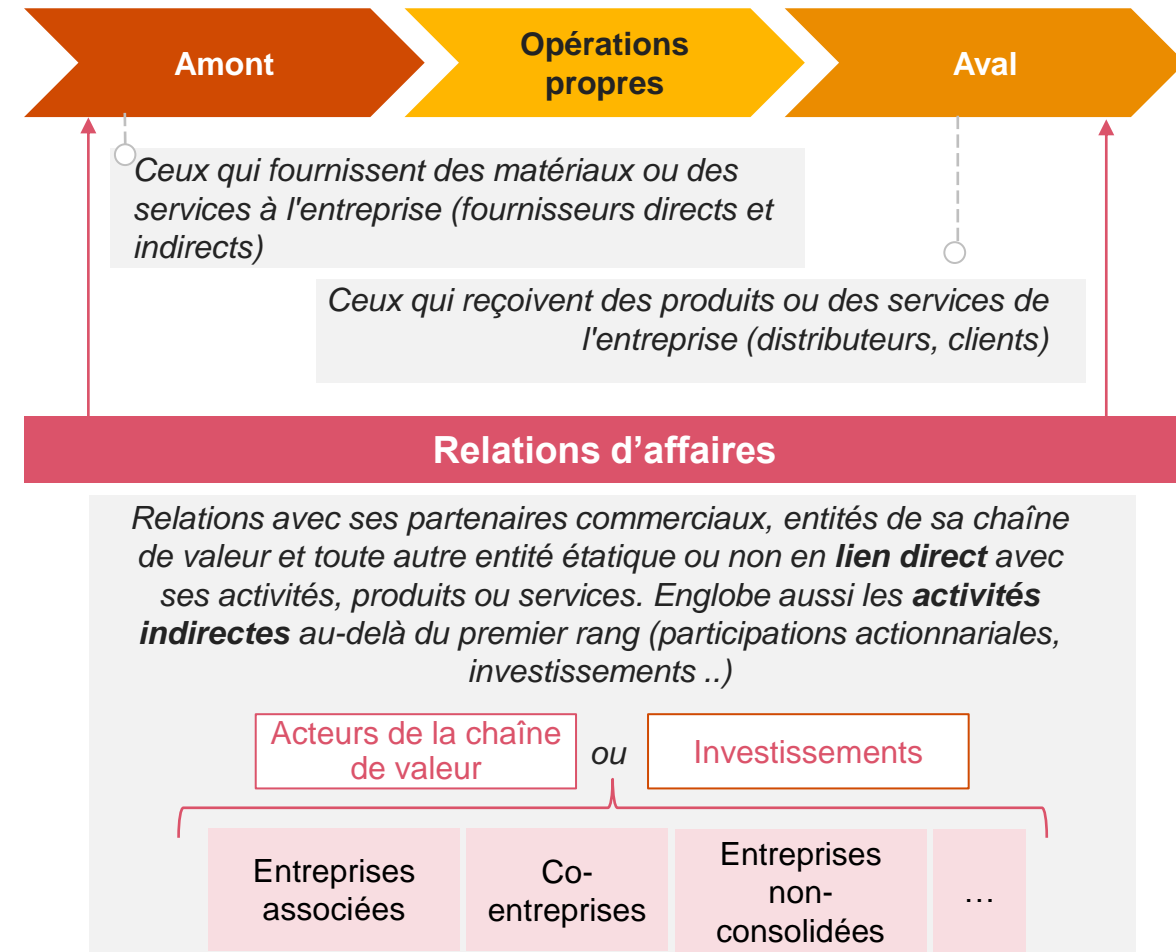
### Quand

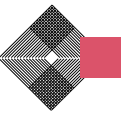
**Période de transition possible pendant les trois premières années** si les informations ne sont pas disponibles. L'entreprise **doit expliquer pourquoi et comment elle envisage d'obtenir** les informations.

### Comment

Lorsque la collecte est impossible, **l'entreprise doit estimer les informations à déclarer** en utilisant toutes les informations raisonnables et justifiables disponibles à la date de reporting, sans coûts ni efforts excessifs.

### Qu'est-ce que la chaîne de valeur ?





# Focus sur le concept de chaîne de valeur

## Quelles métriques doivent couvrir la chaîne de valeur ?

### Métriques nécessitant des informations sur l'ensemble de la chaîne de valeur :

#### Environnement

- **E1-6:** Emissions brutes scope 3 (indirect) emissions de GES (categories significatives)\*
- **E1-7:** Absorption et stockage de GES
- **E2-4:** Quantité consolidée de polluants et microplastiques (actifs et sites sous **contrôle opérationnel**)

- **E4-5:** Nombre et superficie des sites **détenus, loués ou gérés** dans ou à proximité d'aires protégées ou de zones clés pour la biodiversité
- **E5-4:** Flux de ressources utilisés dans les opérations propres de l'entreprise et dans sa **chaîne de valeur en amont**
- **E5-5:** les filières de traitement des déchets produits (les informations sont obtenues auprès des prestataires de gestion des déchets),

#### Social

- **S1-7 :** les informations sur le personnel non-salarié, c'est-à-dire les travailleurs indépendants et intérimaires de la société mère et des filiales

- **S1-14:** Le nombre de décès dus à des accidents du travail et à des problèmes de santé liés au travail d'autres travailleurs travaillant sur les sites de l'entreprise, tels que les travailleurs de la **chaîne de valeur**.

#### Governance

- **G1-4:** Le nombre de condamnations et le montant des amendes pour violation des lois anti-corruption et anti-corruption \*\*

*\*\* Les informations doivent inclure les incidents impliquant des acteurs de sa chaîne de valeur uniquement lorsque l'entreprise ou ses **salariés sont directement impliqués**.*



**+ Des mesures spécifiques à l'entité pour la chaîne de valeur ? -> À confirmer dans la guidance**


\* Scope 1 et 2 provenant des entreprises associées, JV, filiales non consolidées (entités d'investissement), des opérations sous contrôle conjoint et des actifs en cas de contrôle opérationnel  
Source : Draft EFRAG IG 3 - [ESRS data points Implementation Guidance](#)


# Chaîne de valeur pour un acteur financier

## Les investissements financiers, même non consolidés, sont considérés comme faisant partie de la chaîne de valeur d'une entreprise


Selon la Draft Implementation Guidance on Value Chain


Activités d'investissement dans la chaîne de valeur (*représentation simplifiée*)

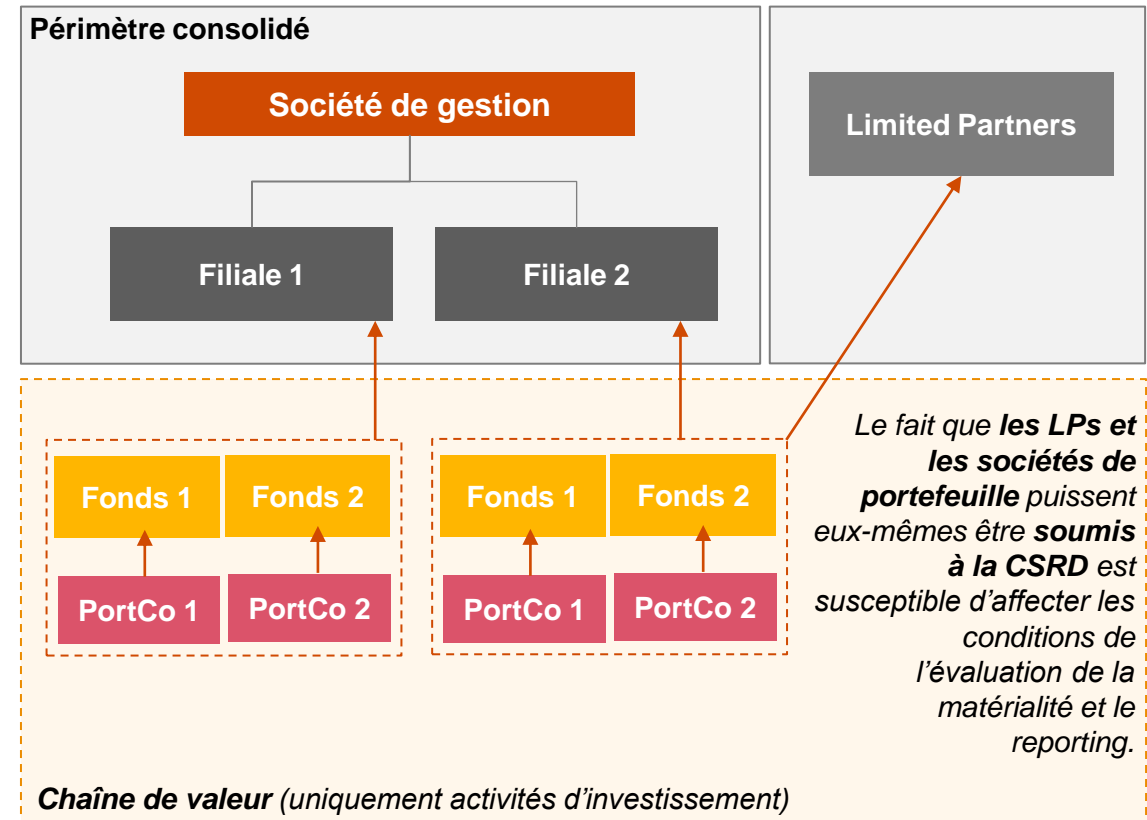
 **Les actifs financiers** (prêts, capitaux propres et investissements par emprunt) sont considérés comme des **relations d'affaires** qui déclenchent un potentiel reporting d'information de la chaîne de valeur.

 Les lignes directrices de l'EFRAG ne font **pas directement référence à la gestion pour compte de tiers**. Néanmoins, il peut être probable que les **fonds et leurs investissements** puissent être aussi considérés comme faisant partie de la **chaîne de de valeur** des sociétés de gestion

 **GES** **Seule mesure détaillée** relative aux émissions de GES

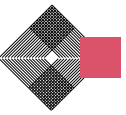
 Il est prévu que l'EFRAG prépare un projet de normes **pour le secteur financier**. Le calendrier est encore incertain.

 **Les investisseurs (Limited Partners) sont susceptibles d'être eux-mêmes soumis à la CSRD**. Cela pourrait avoir une incidence sur leur collecte d'informations (ex. envoi de questionnaires ad-hoc relatifs à leur propre analyse de double matérialité).



Source: Draft EFRAG IG 1 - [Value Chain Implementation Guidance](#)

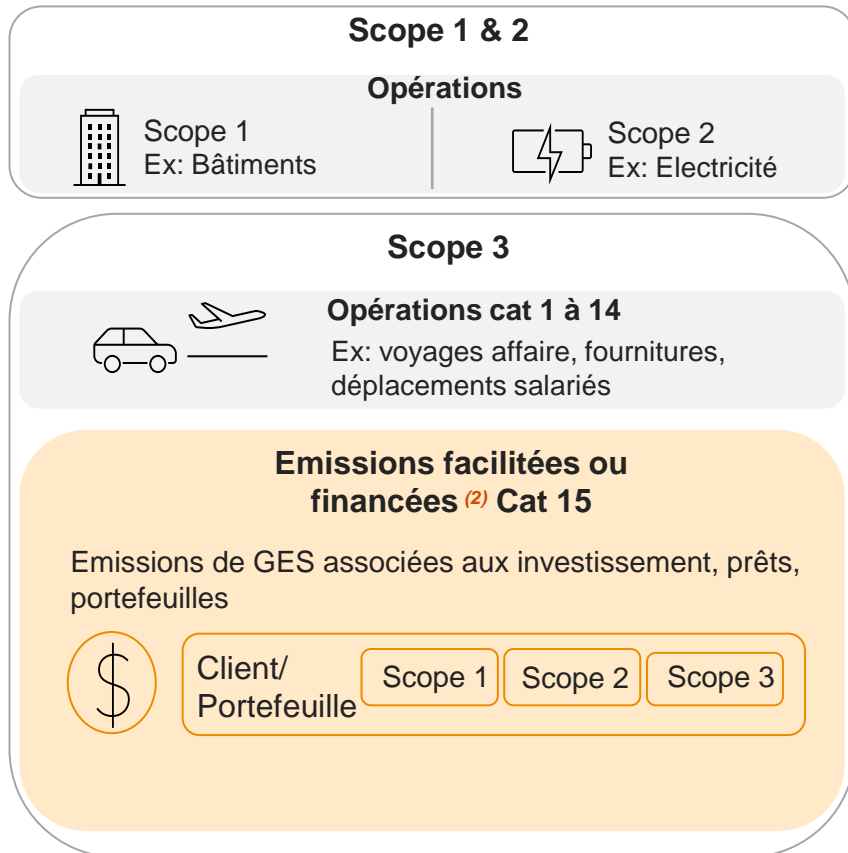




# Mise en oeuvre des normes ESRS

## Une méthodologie prescrite pour la chaîne de valeur de GES (Cat 15 - Scope 3)

### Représentation simplifiée du bilan carbone d'un acteur financier



Les **investissements** font partie des **relations commerciales de l'entreprise**. En tant que tels, ils peuvent engendrer des impacts liés à l'entreprise et qui doivent être pris en compte dans l'évaluation de la matérialité [...].

Cependant, **les normes ESRS en cours n'ont pas de prescriptions spécifiques pour indiquer comment mesurer ces impacts, à l'exception des divulgations de la Catégorie 15 des GES Scope 3** si matériel, cf. para 44(c) de l'ESRS E1, à l'AR 39(a) expliqué dans l'AR 46 et à l'AR 48

Draft Implementation Guidance on Value Chain

- ➔ **Une matérialité probable:** Selon le CDP, les émissions de GES scope 3 cat 15 représentent presque 99% du bilan carbone d'un acteur financier <sup>(1)</sup>
- ➔ **Une méthodologie prescrite :** Les ESRS font directement référence à la méthodologie de PCAF
- ➔ **Des liens avec les autres réglementations:** Les Autorités Européennes de Surveillance ont publié leur rapport final sur les normes techniques de réglementation du Règlement SFDR le 4 décembre 2023 <sup>(3)</sup>. Ils encouragent l'utilisation du standard PCAF par les produits financiers pour mesurer les émissions de GES financées ainsi que pour fixer des objectifs.

<sup>(1)</sup> « CDP Technical Note: Relevance of Scope 3 Categories by Sector » CDP, 2023 [Lien](#)

<sup>(2)</sup> Les émissions financées sont des émissions générées indirectement en raison d'investissements et de prêts

<sup>(3)</sup> « Final Report on draft Regulatory Technical Standards » JC 2023 55 [Lien](#)

# III - Enjeux spécifiques pour les fonds

▶ 1

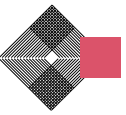
Comment s'articule la CSRD avec la réglementation en vigueur en matière de durabilité ?





Comment s'articule la CSRD avec  
la réglementation déjà en vigueur  
en matière de durabilité – SFDR ?





# Faire face au défi de la disponibilité et la qualité des données

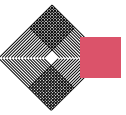
## Normes ESRS: une réponse au besoin d'information standardisée, vérifiée et comparable pour les investisseurs



### ESRS Juillet 2023 adoption par la Commission Européenne

Transversales	Environnementales	Sociales	Gouvernance
Mixité au sein des organes de gouvernance 1	Consommation d'énergie et mix énergétique 1	Politiques et incidentes matière des droits de l'homme 6	Convention des Nations Unies contre la corruption/Protection des lanceurs d'alerte 2
Déclaration sur la diligence raisonnable 1	Réduction des émissions de GES > Emissions de GES brutes de périmètres (scope 1, 2, 3) > Intensité des émissions de GES brutes > Consommation d'énergie produite à partir de combustibles fossiles	Risque d'exploitation d'enfants par le travail (incl. value chain) 2	Lutte contre la corruption et les actes de corruption 2
Participation à des activités liées : - aux combustibles fossiles - à la fabrication des produits chimiques - aux armes controversées 3	Intensité énergétique des activités dans les secteurs à fort impact climatique 7	Mécanismes de traitement des différends ou des plaintes 1	
	Pollution de l'air, de l'eau et du sol 4	Indicateurs santé et sécurité 2	
	Consommation de l'eau 5	Écart de rémunération 3	
	Biodiversité et écosystèmes 6	Non respect des principes directeurs Nations Unies et OCDE 3	
		Consommateurs et utilisateurs finaux 2	

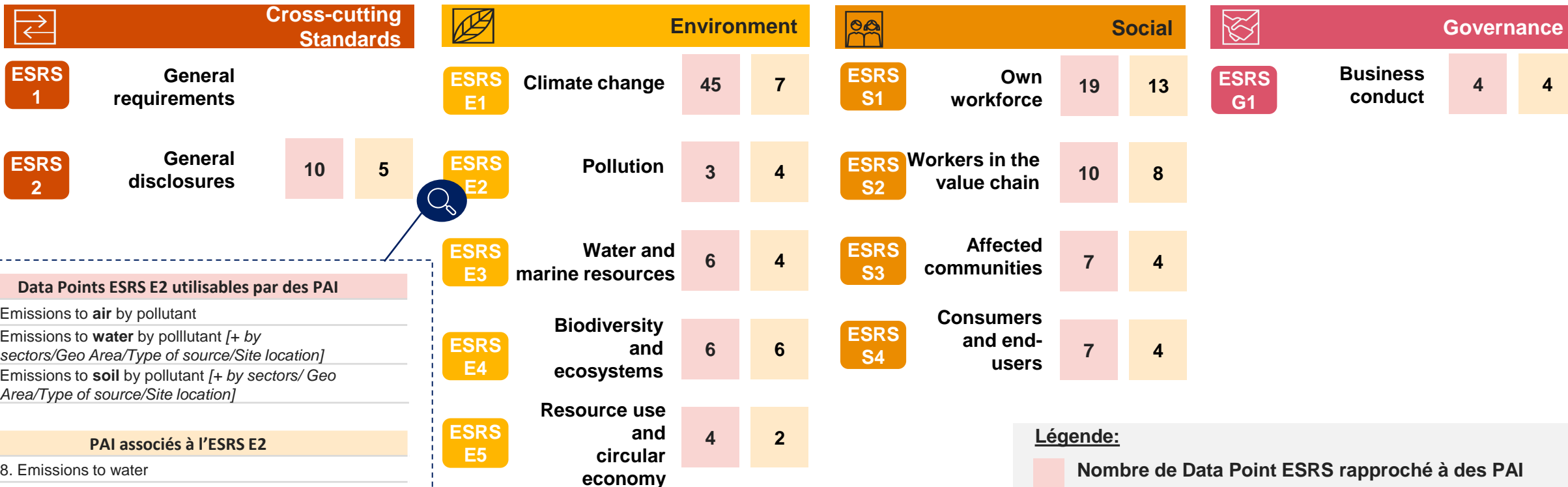
- Besoin d'informations provenant des corporates**  
→ sourcing des informations
- KPIs qui sont intégrés dans les normes ESRS**  
→ « EU law datapoints »



# Liens entre les ESRS et la SFDR

## Informations émanant des ESRS et requises par la SFDR

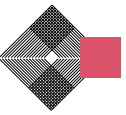
- Les ESRS identifient environ **60 x-references** entre les datapoints ESRS et les Principal Adverse Impacts (PAI) SFDR
- L'acte délégué de décembre 2023 mentionne que la présentation des datapoints à l'exception de ESRS 2 sera soumise à **l'analyse de matérialité** préalable par les sociétés émettrices



**Légende:**

- Nombre de Data Point ESRS rapproché à des PAI
- Nombre de PAI associé aux ESRS

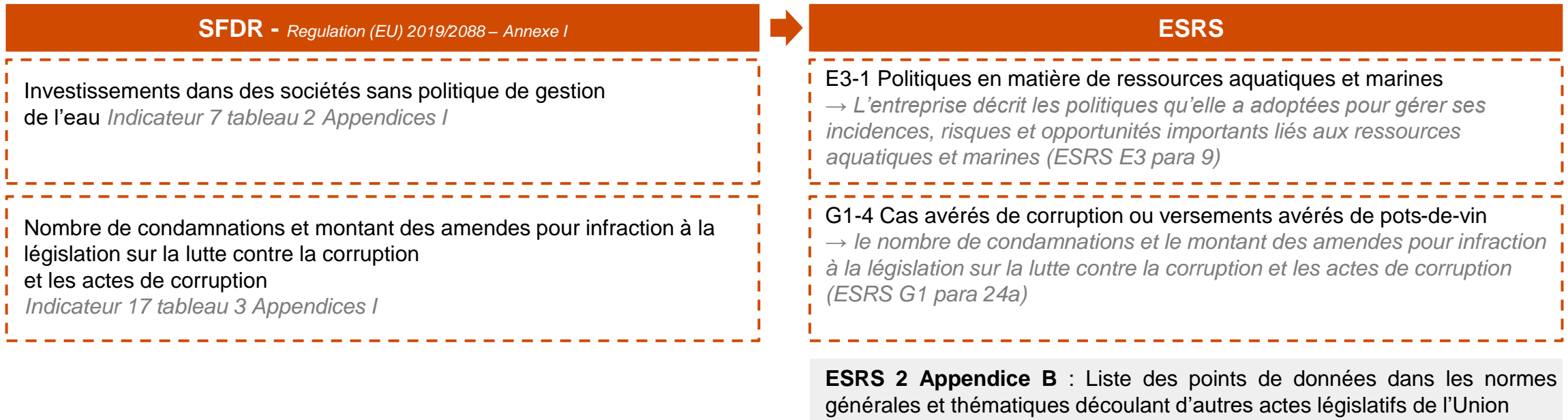
**Sources:**  
Appendix B + Draft List Datapoints ESRS



# Lien avec les ESRS

## Rapprochement entre les datapoints des PAI du règlement SFDR et les ESRS

### Quelques exemples :

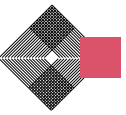


Les Autorités Européennes de Surveillance (AES) ont publié leur **rapport final sur le projet de normes techniques de réglementation (RTS)** le 4/12/2023. Le rapport final a proposé des changements tels que l'extension des indicateurs PAI sociaux, des précisions et améliorations sur les calculs de PAI et de nouvelles informations sur les objectifs de décarbonisation.

De plus, concernant les **datapoints évalués comme non matériels par les entreprises bénéficiaires peuvent être considérés** par les acteurs financiers **comme ne contribuant pas aux incidences négatives** mesurées via les indicateurs PAI SFDR.

ESAs – final report on draft Regulatory Technical Standards : [Lien](#)





# Lien avec les ESRS

## Exemple de cas pratique : Rupture de chaine d'information dans la SFDR



### Banque & Assurance

SFDR

L'Acteur de marché financier prépare son rapport SFDR. Il agrège les informations PAI des entreprises dans lesquelles il investit (y compris le fonds investissement).

Investit

**KPI: PAI 8 - Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée**  
→ **KPI obligatoire mais partiellement complété lors de la consolidation**



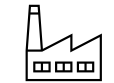
### Fonds d'investissement

SFDR

Le Fonds prépare son reporting SFDR. Le PAI 8 fait partie des PAI obligatoires mais le fonds ne dispose pas de l'information car l'entreprise bénéficiaire des investissements ne communique pas sur ce PAI

Investit

**KPI: PAI 8 – Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée**  
→ **KPI obligatoire mais absence d'information car non matérielle selon l'entreprise investie**



### Entreprise

CSRD

Supposons que cette entreprise opère dans le **secteur retail** et conformément aux ESRS elle a réalisé une analyse de matérialité et ne considère pas la consommation d'eau comme matérielle pour son reporting

**KPI: ESRS-E4 L'eau: Consommation d'eau m3**  
→ **Ne reporte pas sur cet indicateur car pas matériel**

### Rappel de contexte :

Dans le cadre de la version finale des ESRS, l'analyse de **matérialité est possible sur l'ensemble des datapoints y compris ceux exigés dans le cadre des PAI du règlement SFDR**. Cependant, SFDR ne fait pas mention d'analyse de matérialité et considère les 18 PAI obligatoires.

### Conséquences :

⇒ Cette rupture de chaine d'information peut impliquer des **impacts négatifs matériels pour le FMP\* de manière consolidée** (consolidation de PAI partiellement complets)

⇒ Cette rupture d'information peut également intervenir dans le cas où **une entreprise n'est pas soumise à la CSRD** (entreprises dans les pays émergents, entreprises en dessous des seuils CSRD,...), les FMP ne seront pas en mesure de collecter des informations auprès de ces contreparties

\*FMP: Financial Market Participant

# IV – Enjeux spécifiques pour les participations – Focus sur les PME non cotées

---



# Enjeux de la CSRD pour les participations détenues par les fonds

## Cas 1

### Participations dans le scope de la CSRD

**Grandes entreprises**, càd dépassant 2 des 3 seuils\*

- bilan > 25M€ ;
- CA > 50M€ ;
- Salariés > 250

Rapport de durabilité **obligatoire** établi selon les 12 ESRS prévues pour les grandes entreprises

## Cas 2

### Participations hors scope CSRD

**PME non cotées** sur un marché réglementé, càd 2 des 3 seuils\* :

- bilan < 25M€ et > 450 K€ ;
- CA < 50M€ et > 900 K€ ;
- Salariés < 250 et > 10

**Micro-entreprises** càd 2 des 3 seuils\* :

- bilan < 450 K€ ;
- CA < 900 K€ ;
- Salariés < 10

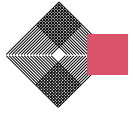
**Pas d'obligation** d'établir un rapport de durabilité, mais possibilité d'en établir un et d'appliquer de manière volontaire la norme pour PME non cotées (VSMEs)



\* Ces seuils correspondent à ceux introduits par la directive déléguée du 17-10-2023 (publiée au JOUE du 21-12-2023).

En France, les seuils introduits par le décret du 30 décembre 2023 correspondent aux anciens seuils européens :

- 20 M€ (bilan) et 40 M€ (CA) pour les grandes entreprises;
- 350 000 € (bilan) et 700 000 € (CA) pour les micro entreprises



# Focus PME non cotées

## Draft ESRS for non-listed SMEs (VSMEs)



### **EFRAG**

En charge d'élaborer  
une **norme d'application  
volontaire spécifique et  
simplifiée** pour micro  
et PME non cotées

1. **Accompagner** les petites entreprises  
dans leur démarche de  
développement durable

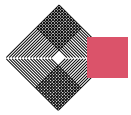
2. Permettre de répondre aux demandes  
de données ESG faites par les grandes  
entreprises, les établissements de crédit,  
les investisseurs pour leurs propres  
besoins de reporting

***Draft VSMEs qui devrait  
être soumis à consultation  
publique janvier 2024***



Quels sont les options proposées  
par le standard pour les PME non  
cotées?



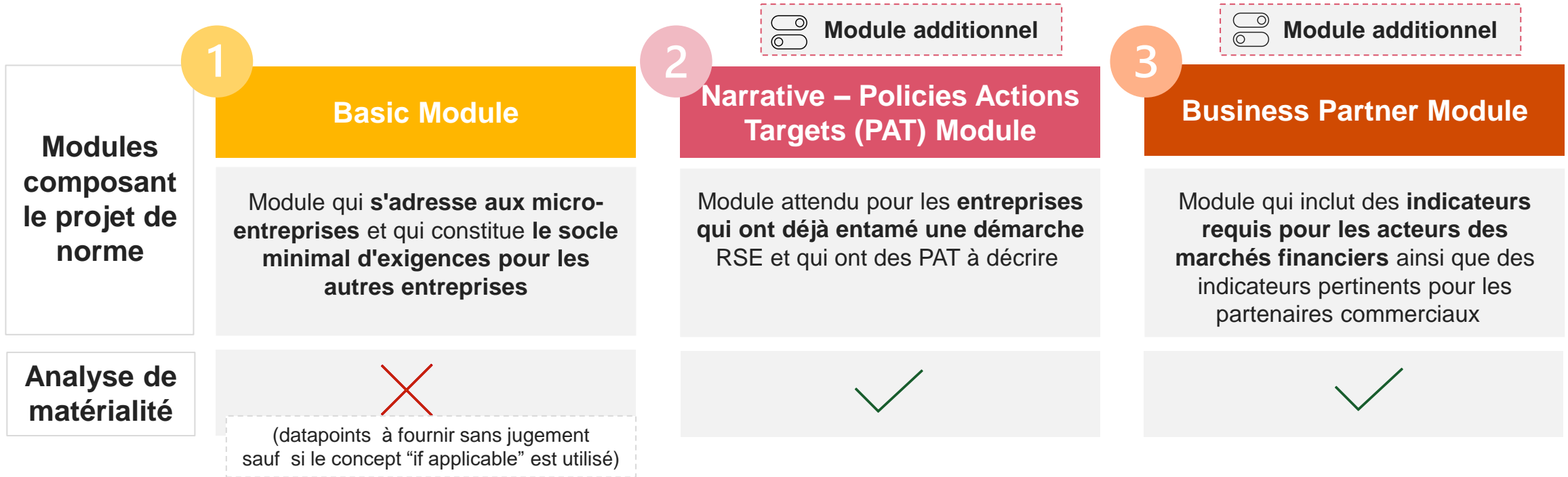


# Drafts ESRS for non-listed SMEs (VSMEs)

Un projet de norme unique divisée en 3 modules



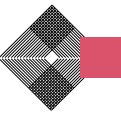
**Non définitif !**



## Options à choisir dans la réalisation du rapport :







# Drafts ESRS for non-listed SMEs (VSMEs)

## Un projet de norme unique divisée en 3 modules



**Non définitif !**

### 1 Basic Module

#### Disclosure

B 1 Basis for preparation

B 2 Practices for transitioning towards a more sustainable economy

#### Basic Metrics - Environnement

B 3 Energy and GHG emissions

B 4 Pollution of air, water and soil

B 5 Biodiversity

B 6 Water

B 7 Resource use, circular economy, and waste management

#### Basic Metrics - Social

B 8 Workforce – General characteristics

B 9 Health and safety

B 10 Workforce – Remuneration, collective bargaining, and training

#### Basic Metrics – Business Conduct

B 11 Convictions and fines for corruption and bribery

= 11 Disclosures

### 2 Narrative – PAT Module

N 1 Strategy

N 2 Material sustainability matters

N 3 Management of material sustainability matters

N 4 Key stakeholders

N 5 Governance

= 5 Disclosures

**Guidance** pour aider à la présentation des :

- indicateurs du **Basic Module**
- indicateurs du **Business Partner Module**

#### 3 annexes

- **Annexe A : définitions**
- **Annexe B : Liste des sujets de durabilité à utiliser pour déterminer les sujets matériels**
- **Annexe C : tableau des datapoints de la finance durable**

### 3 Business Partner Module

BP 1 Revenues from certain sectors

BP 2 Gender diversity ratio in governance body

BP 3 GHG emissions reduction target

BP 4 Transition plan for climate change mitigation

BP 5 Physical Risks from climate change

BP 6 Hazardous waste and/or radioactive waste ratio

BP 7 Alignment with internationally recognized instruments

BP 8 Processes to monitor compliance and mechanisms to address violations

BP 9 Violations of OECD Guidelines for Multinational Enterprises or the UN Guiding Principles

BP 10 Work-life balance

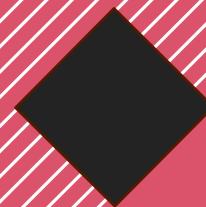
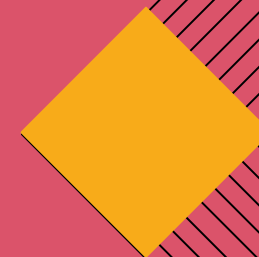
BP 11 Number of apprentices

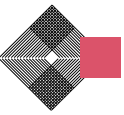
= 11 Disclosures

**= 52 pages**



Quel est le contenu  
de ce standard volontaire ?





# Drafts ESRS for non-listed SMEs (VSMEs)

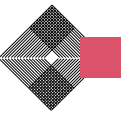


**Non définitif !**

Un projet de norme unique divisée en 3 modules

Principes communs aux 3 modules pour la préparation de l'information de durabilité	
Objectif	<ul style="list-style-type: none"><li>Information sur comment la société impacte l'environnement et les personnes et sur comment l'environnement et les personnes affectent les résultats de l'entreprise (double matérialité)</li></ul>
Caractéristiques qualitatives	<ul style="list-style-type: none"><li>Pertinence, Représentation fidèle, Comparabilité, Vérifiabilité, Compréhensibilité</li></ul>
Base individuelle/consolidée	<ul style="list-style-type: none"><li>Informations à donner sur l'ensemble du groupe quand l'entité est mère</li></ul>
Information annuelle	<ul style="list-style-type: none"><li>Préparation chaque année</li><li>Peut être fournie dans le rapport de gestion</li></ul>
Horizons de temps	<ul style="list-style-type: none"><li>Prise en compte des différents horizons de temps (court-moyen et long terme)</li></ul>
Cohérence	<ul style="list-style-type: none"><li>Cohérence entre l'information de durabilité et les états financiers</li></ul>

Uniquement pour les modules 2 et 3



# Drafts ESRS for non-listed SMEs (VSMEs)

Un projet de norme unique divisée en 3 modules



**Non définitif !**

## 1 Basic Module

### Disclosure

B 1 Basis for preparation

B 2 Practices for transitioning towards a more sustainable economy

### Basic Metrics - Environnement

B 3 Energy and GHG emissions

B 4 Pollution of air, water and soil

B 5 Biodiversity

B 6 Water

B 7 Resource use, circular economy, and waste management

### Basic Metrics - Social

B 8 Workforce – General characteristics

B 9 Health and safety

B 10 Workforce – Remuneration, collective bargaining, and training

### Basic Metrics – Business Conduct

B 11 Convictions and fines for corruption and bribery



## Zoom sur quelques indicateurs

B 3 Energy and GHG emissions

1. Total energy consumption (MWh) broken down by fossil fuels and electricity
2. Scope 1 and 2 GHG emissions (tCO2eq)

B 4 Pollution of air, water and soil

1. Pollutant emissions to air, water and soil emitted in own operations **if applicable**

B 5 Biodiversity

1. Metrics related to impacts on biodiversity and ecosystems and land use change **if applicable**
2. Number and area (ha) of sites owned, leased or managed, that are located in or near biodiversity sensitive areas

B 8 Workforce – General characteristics

1. Number of temporary and permanent employees
2. Number of employees by gender
3. Number of employees by country **if applicable**

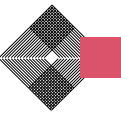
B 9 Health and safety

1. Number and rate of recordable work-related accidents
2. Number of fatalities as a result of work-related injuries and work-related ill health

B 11 Convictions and fines for corruption and bribery

1. Number of convictions & amount of fines for violation of anti-corruption & anti-bribery laws

**Voir liste exhaustive en annexe**



# Drafts ESRS for non-listed SMEs (VSMEs)

Un projet de norme unique divisée en 3 modules



**Non définitif !**

## 2 Narrative – PAT Module

N 1 Strategy

N 2 Material sustainability matters

N 3 Management of material sustainability matters

N 4 Key stakeholders

N 5 Governance



### Zoom sur quelques informations narratives

N 2 Material sustainability matters

- Material sustainability matters resulting from the materiality analysis including a brief description of each sustainability matter
- Description of how each matter has an impact on people or the environment
- Description of actual and potential effects on the undertaking's present or future financial position and performance
- Description of actual and potential effects on the undertaking's activities and strategy

N 4 Key stakeholders

- Categories of key stakeholders considered
- Brief description of the engagement activities.

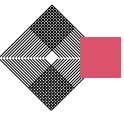
**Voir liste exhaustive en annexe**

### 3 annexes

- Annexe A : définitions
- Annexe B : Liste des sujets de durabilité à utiliser pour déterminer les sujets matériels
- Annexe C : tableau des datapoints de la finance durable

52 pages

11 DR



# Drafts ESRS for non-listed SMEs (VSMEs)

Un projet de norme unique divisée en 3 modules



**Non définitif !**

## 3 Business Partner Module

BP 1 Revenues from certain sectors

BP 2 Gender diversity ratio in governance body

BP 3 GHG emissions reduction target

BP 4 Transition plan for climate change mitigation

BP 5 Physical Risks from climate change

BP 6 Hazardous waste and/or radioactive waste ratio

BP 7 Alignment with internationally recognized instruments

BP 8 Processes to monitor compliance and mechanisms to address violations

BP 9 Violations of OECD Guidelines for Multinational Enterprises or the UN Guiding Principles

BP 10 Work-life balance

BP 11 Number of apprentices



## Zoom sur quelques indicateurs

BP 1 Revenues from certain sectors

1. Statement indicating if the undertaking is active in one of the following sectors : controversial weapons ; cultivation and production of tobacco ; fossil fuel (coal, oil and gas) sector ; chemicals production and what are the related revenues

BP 2 Gender diversity ratio in governance body

1. Disclosure of the related gender diversity ratio (if the undertaking has a governance body in place)

BP 3 GHG emissions reduction target

1. GHG emission reduction targets for scope 1 and scope 2 emissions

BP 4 Transition plan for climate change mitigation

1. Information about the transition plan for climate mitigation with an explanation of how GHG emission reduction targets are compatible with the limiting of global warming to 1.5°C in line with the Paris Agreement

## 3 annexes

- Annexe A : définitions
- Annexe B : Liste des sujets de durabilité à utiliser pour déterminer les sujets matériels
- Annexe C : tableau des datapoints de la finance durable

**Voir liste exhaustive en annexe**

52 pages



# Vos questions







# MERCI

[pwc.com](https://www.pwc.com)

© 2023 PwC. All rights reserved. Not for further distribution without the permission of PwC. “PwC” refers to the network of member firms of PricewaterhouseCoopers International Limited (PwCIL), or, as the context requires, individual member firms of the PwC network. Each member firm is a separate legal entity and does not act as agent of PwCIL or any other member firm. PwCIL does not provide any services to clients. PwCIL is not responsible or liable for the acts or omissions of any of its member firms nor can it control the exercise of their professional judgment or bind them in any way. No member firm is responsible or liable for the acts or omissions of any other member firm nor can it control the exercise of another member firm’s professional judgment or bind another member firm or PwCIL in any way.

# ANNEXES





## 1. Basic Module

- **B 1** Basis for preparation
- **B 2** Practices for transitioning towards a more sustainable economy

	<b>Metrics</b>
--	----------------

### Basic Metrics - Environment

<b>B 3</b> Energy and GHG emissions	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Total energy consumption (MWh) broken down by fossil fuels and electricity</li> <li>2. Scope 1 and 2 GHG emissions (tCO2eq)</li> </ol>
<b>B 4</b> Pollution of air, water and soil	<ol style="list-style-type: none"> <li>3. Pollutant emissions to air, water and soil emitted in own operations <b>if applicable</b></li> </ol>
<b>B 5</b> Biodiversity	<ol style="list-style-type: none"> <li>4. Metrics related to impacts on biodiversity and ecosystems and land use change <b>if applicable</b></li> <li>5. Number and area (ha) of sites owned, leased or managed, that are located in or near biodiversity sensitive areas</li> </ol>
<b>B 6</b> Water	<ol style="list-style-type: none"> <li>6. Total water withdrawal</li> <li>7. Amount of water withdrawn at sites located in areas of high water stress</li> <li>8. Water consumption, calculated as the difference between its water withdrawal and water discharge from its production processes <b>if applicable</b></li> </ol>
<b>B 7</b> Resource use, circular economy, and waste management	<ol style="list-style-type: none"> <li>9. Description of recycled content in the products (goods and materials) and their packaging produced by the undertaking*</li> <li>10. Rates of recyclable content in the SME's products and their packaging*</li> <li>11. Total annual generation of waste and total annual waste diverted to recycle or reuse</li> </ol>

### Basic Metrics - Social

<b>B 8</b> Workforce – General characteristics	<ol style="list-style-type: none"> <li>12. Number of temporary and permanent employees</li> <li>13. Number of employees by gender</li> <li>14. Number of employees by country <b>if applicable</b></li> </ol>
<b>B 9</b> Health and safety	<ol style="list-style-type: none"> <li>15. Number and rate of recordable work-related accidents</li> <li>16. Number of fatalities as a result of work-related injuries and work-related ill health</li> </ol>
<b>B 10</b> Workforce – Remuneration, collective bargaining, and training	<ol style="list-style-type: none"> <li>17. Relevant ratio of the entry level wage to the minimum wage **</li> <li>18. Percentage gap in pay between its female and male employees ***</li> <li>19. Percentage of employees covered by collective bargaining agreements</li> <li>20. Average number of annual training hours per employee and by gender</li> </ol>

### Basic Metrics – Business conduct

<b>B 11</b> Convictions and fines for corruption and bribery	<ol style="list-style-type: none"> <li>21. Number of convictions &amp; amount of fines for violation of anti-corruption &amp; anti-bribery laws</li> </ol>
--	--

\* Only for undertakings operating manufacturing, construction and/or packaging processes  
 \*\* when a significant proportion of employees are compensated based on wages subject to minimum wage rules  
 \*\*\* May be omitted when its headcount is below 150 employees

Source: EFRAG



## 2. Narrative – Policies, Actions and Targets (PAT) Module

<p><b>N 1</b> Strategy: business model and sustainability related initiatives</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Description of significant groups of products and/or services offered</li> <li>• Description of significant market(s) the undertaking operates in</li> <li>• Description of main business relationships (such as key suppliers, customers distribution channels and consumers)</li> <li>• If applicable, a description of the key elements of the strategy that relate to or affect sustainability matters</li> </ul>
<p><b>N 2</b> Material sustainability matters</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Material sustainability matters resulting from the materiality analysis including a brief description of each sustainability matter</li> <li>• Description of how each matter has an impact on people or the environment</li> <li>• Description of actual and potential effects on the undertaking’s present or future financial position and performance</li> <li>• Description of actual and potential effects on the undertaking’s activities and strategy</li> </ul>
<p><b>N 3</b> Management of material sustainability matters</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Has the undertaking adopted policies or actions to prevent, mitigate and remediate actual and potential negative impacts and/or to address financial risks ?</li> <li>• If the undertaking has policies in place: description of the objectives and the scope of the policy in terms of activities, value chain, countries in which the undertaking is active in ; if relevant, affected stakeholder groups addressed by the policy...</li> <li>• If the undertaking has actions in place : list of key actions taken ; scope of those actions...</li> <li>• Actions taken to improve its energy efficiency and to reduce its GHG emissions</li> <li>• When the undertaking considers that negative impacts are material in relation to workers in the value chain and/or consumers and end users, it may disclose: policies adopted to manage those risks, actions taken and targets</li> <li>• Is the following in place to support the prevention of incidents of corruption or bribery ? Separation of duties ; training for employees ; any actions taken to address breaches in procedures and standards of anti-corruption and anti-bribery</li> </ul>
<p><b>N 4</b> Key stakeholders</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Categories of key stakeholders considered</li> <li>• Brief description of the engagement activities.</li> </ul>
<p><b>N 5</b> Governance: responsibilities in relation to sustainability matters</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Description of the governance and responsibilities in relation to sustainability matters.</li> </ul>





## 3. Business Partners Module

<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>List of material matters</b></li> <li>• <b>Entity-specific consideration when reporting on GHG emissions under B3 (Basic Module)</b> : a quantification of the scope 3 GHG emissions provide relevant information</li> </ul>	
<b>BP 1</b> Revenues from certain sectors	1. Statement indicating if the undertaking is active in one of the following sectors : controversial weapons ; cultivation and production of tobacco ; fossil fuel (coal, oil and gas) sector ; chemicals production and what are the related revenues
<b>BP 2</b> Gender diversity ratio in governance body	2. Disclosure of the related gender diversity ratio (if the undertaking has a governance body in place)
<b>BP 3</b> GHG emissions reduction target	3. GHG emission reduction targets for scope 1 and scope 2 emissions
<b>BP 4</b> Transition plan for climate change mitigation	4. Information about the transition plan for climate mitigation with an explanation of how GHG emission reduction targets are compatible with the limiting of global warming to 1.5°C in line with the Paris Agreement
<b>BP 5</b> Physical Risks from climate change	5. Anticipated financial effects that physical risks from climate change may have on the company
<b>BP 6</b> Hazardous waste and/or radioactive waste ratio	6. Total amount of hazardous waste and/or radioactive waste generated
<b>BP 7</b> Alignment with internationally recognized instruments	7. Are the policies with regard to its own workforce aligned with relevant internationally recognized instruments ?
<b>BP 8</b> Processes to monitor compliance and mechanisms to address violations	8. Has the undertaking processes in place to monitor compliance with the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, the UN Guiding Principles on Business and Human Rights ?
<b>BP 9</b> Violations of OECD Guidelines for Multinational Enterprises	9. Are there any violations of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, the ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work or the OECD Guidelines for Multinational Enterprises with regard to its own workforce ?
<b>BP 10</b> Work-life balance	10. Percentage of employees : - entitled to take family-related leave, with a breakdown by gender - that took family-related leave, with a breakdown by gender
<b>BP 11</b> Number of apprentices	11. Number of apprentices in the reporting period (if applicable)

Source: EFRAG